Dossier de presse

INAUGURATION

Pôle Territorial de Coopération Economique Sud Aquitaine

Vendredi 21 novembre 2014

De nouveaux bâtiments pour une dynamique intensifiée

Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx

PTCE Pôles territoriaux de coopération économique

Projet réalisé avec le concours financier du Programme d'Investissements d'Avenir

Région Aquitaine · Conseil Général des Landes · Communauté de Communes du Seignanx · Ville de Tarnos (Landes) · ADEME Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie · Liberté • Égalité • Fraternité République Française · Groupe Caisse des Dépôts

© ARthur Péquin

Sommaire

p.4-5 La genèse d'un projet : 20 ans d'action au service de l'innovation territoriale
p.6-7 Le Pôle Territorial de Coopération Économique Sud Aquitaine : un accélérateur de dynamique territoriale
p.8-10 Des bâtiments pensés comme supports à la coopération

p.11 Annexes :
> p.11 : Fiches de présentation des structures présentes sur le site du PTCE
> p.19 : Fiche de présentation des structures basées sur d'autres sites

Contacts Presses
Jean-Luc MAURIN - agence O tempora
Tél : 06 67 32 37 90 - Email : jeanluc.maurin@otempora.com

Marie PAILHES-DAUPHIN - agence O tempora
Tél : 05 56 81 01 11 - Email : marie.pdauphin@otempora.com

Stéphane MONTUZET – Directeur du CBE du Seignanx
Tél : 05 59 64 44 54 – Email : cbe@cbe-seignanx.com

De nouveaux bâtiments pour une dynamique intensifiée

Le vendredi 21 novembre à 17 heures 30, seront inaugurés les bâtiments du Pôle Territorial de Coopération Economique à Tarnos avec Bérénice Delpeyrat-Vincent - Vice Présidente du Conseil Régional d'Aquitaine, Henri Emmanuelli - Député et Président du Conseil Général des Landes, Éric Guilloteau - Président de la Communauté de Communes du Seignanx et Jean-Marc Lespade - Président du Comité du Bassin d'Emploi du Seignanx, Maire de Tarnos en présence de Claude Morel, Préfet des Landes.
Cette cérémonie à laquelle sont conviés l'ensemble des partenaires du Pôle (entreprises, collectivités, institutions...) sera précédée d'une visite guidée des lieux par ceux qui y sont installés. Un cocktail clôturera la manifestation.

La genèse du projet : 20 d'ans d'action au service de l'innovation territoriale

Du Comité du Bassin d'Emploi du Seignanx...

Jouxtant l'agglomération de Bayonne et situé sur le département des Landes, le territoire du Seignanx regroupe 8 communes dont la ville de Tarnos. Il est marqué par une histoire industrielle ancrée dans la culture locale, avec des sites emblématiques comme les Forges de l'Adour ou les Aciéries de l'Atlantique. Les différentes fermetures d'usines entre 1960 et 1980 et les nombreux licenciements qui en ont découlé, ont convaincu les élus de la nécessité de mieux maîtriser les conséquences économiques et sociales du développement. C'est dans ce contexte que s'inscrivent la création du Foyer de Jeunes Travailleurs puis de son centre de formation PERF, directement investis dans l'action à venir. En 1982, les élus locaux ont choisi de faire porter les questions de développement économique et d'emploi au sein d'une instance collective et participative. D'abord Comité Local pour l'Emploi sur Tarnos, il devient **en 1993 Comité du Bassin d'Emploi (CBE) du Seignanx,** couvrant l'ensemble des 8 communes du canton. Sous statut associatif, il regroupe des élus, des dirigeants d'entreprise, des syndicats et des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

COMITÉ du BASSIN D'EMPLOI DU SEIGNANX

Les missions du CBE du Seignanx :

> accompagner les entreprises locales en leur proposant différents appuis tout au long de leur existence (aide à la création, orientation vers des locaux et terrains disponibles, soutien dans leur recrutement et politique de formation...).

> jouer auprès des collectivités un rôle de soutien au développement du territoire, en amont et en aval de la décision des élus (enquêtes et études...).

> intervenir auprès des chercheurs d'emplois en multipliant les liens avec les entreprises (accompagnement personnalisé et construction de parcours vers l'emploi, soutien au développement d'activités...).

> structurer l'offre d'insertion du territoire et contribuer à faire émerger un éventail d'outils.

> mettre en œuvre une ingénierie territoriale en matière de développement socio-économique et d'ESS.

...au Pôle Territorial de Coopération Economique

Au travers de cette mobilisation collective, l'emploi, l'insertion professionnelle et le développement local sont pensés de manière décloisonnée, tant dans les objectifs à atteindre que dans les effets souhaités. La démarche vise à construire une dynamique locale au bénéfice de tous.
Elle repose sur des principes d'action forts :
> un lien permanent entre économique et social
> la volonté de ne pas subir le développement mais de le maîtriser,
> le choix de mettre en place des organisations collectives réunissant habitants, collectivités, entreprises et associations dans leur gestion
> la voie de l'innovation pour inventer des réponses nouvelles aux besoins collectifs,
> l'ancrage local, avec des structures ayant un impact direct sur le territoire.

Au fil des années, cette démarche partenariale a permis la création de plusieurs projets, dans des champs variés : restauration inter-entreprise et portage de repas, aide à la mobilité, insertion et formation professionnelle, appui aux entreprises, création d'activités...

Les réalisations

1997 Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi
1998 Entreprise d'insertion ITEMS (BTP, espaces verts)
1999 Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification BTP Landes et côte Basque
2000 Espace Technologique Jean Bertin (Pôle Aéronautique autour de la Sté Turboméca)
2002 Coopérative d'Activités et d'Emplois Interstices Sud Aquitaine
2003 Mise en place d'un service de portage de repas à domicile
2004 Service d'aide à la mobilité des personnes âgées
2005 Groupement d'employeurs multisectoriel GENESE
2006 Entreprise d'insertion SCIC Eole (restauration inter-entreprises)
2006 Pépinière d'entreprises
2008 Démarche de GPEC Territoriale
2010 GEIQ interprofessionnel Sud Aquitaine
2012 SCIC PERF (centre de formation territorial)
2013 Coopérative d'Activités et d'Emplois Pau Pyrénées (SCIC)
2014 Coopérative d'Activités et d'Emplois Habitat Éco-Action (SCIC)

Les effets générés

Ainsi, un bilan réalisé à ce jour permet de constater les différents apports de cette coopération entre acteurs, à l'oeuvre depuis plus de 15 ans, et animée par le Comité du Bassin d'Emploi :
• 170 emplois permanents dans les structures créées et impliquées.
• 250 entreprises impliquées dans les structures en tant que membres sociétaires et adhérentes.
• 400 stagiaires/an formés par le centre de formation territorial PERF.
• 150 personnes formées chaque année au travers de contrats de professionnalisation avec les entreprises, dont 80% trouvent un emploi à la sortie.
• 150 porteurs de projets de création d'activité accompagnés par an.
• 270 entreprises soutenues dans le cadre de la démarche territoriale de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences et 150 salariés formés.
• 150 chercheurs d'emplois accompagnés par an dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.
• L'intégration de clauses sociales dans les marchés publics locaux.

En 2014, cette démarche singulière s'incarne dans la création d'un Pôle Territorial de coopération Economique afin de renforcer l'action, d'étendre l'échelle territoriale et de rendre plus visible ce mode de développement fondé sur l'Economie Sociale et Solidaire.

Ce Pôle de Coopération est porté et coordonné par le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx.

Économie sociale et solidaire

Traditionnellement définie au travers des quatre statuts qui la compose (associations, coopératives, mutuelles, fondations), l'Economie Sociale et Solidaire repose sur des valeurs et principes communs : l'économie au service de l'intérêt collectif, la gestion démocratique, la lucrativité limitée, la coopération entre acteurs, l'ancrage territorial. Ses activités visent à promouvoir une économie respectueuse des personnes et de leur environnement. L'analyse des pratiques mises en œuvre vient compléter l'approche par les statuts.

L'Economie sociale et solidaire doit ses réussites à la multiplicité de ses acteurs et aux valeurs qu'ils défendent. Ils développent aujourd'hui de nombreux projets, dans des domaines très variés : consommation responsable, circuits courts, Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE), outils financiers responsables et solidaires, ainsi que dans le domaine du logement, de la santé....
Ces acteurs représentent près de 2,3 millions d'emplois, soit plus de 10% de l'emploi salarié en France, et plus de 100 000 nouveaux emplois chaque année. La loi du 31 juillet 2014 assure une meilleure visibilité et une plus grande sécurité juridique à l'économie sociale et solidaire ; elle donne une définition aux Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE).

Le Pôle Territorial de Coopération Sud Aquitaine : un accélérateur de dynamique territoriale

Coopération et mutualisation

Le PTCE vise à renforcer les capacités d'initiative du territoire, pour être à même de répondre à ses besoins sociaux et environnementaux. Il consiste à faire coopérer entreprises, habitants, associations, collectivités et chercheurs, dans la réflexion comme dans le montage de projets communs.

Le Pôle comprend plusieurs volets d'intervention, conçus dans une dynamique partenariale élargie :

> la formation

- structuration du centre de formation territorial PERF, géré collectivement par les entreprises, les collectivités, les associations locales et les salariés. Ce volet est également construit en association étroite avec les groupements d'employeurs, dont le GEIQ BTP sur son domaine d'activité. Il propose des formations à différents acteurs (entreprises, demandeurs d'emploi) au vu des enjeux du territoire, avec notamment à côté du tertiaire et du commerce, le développement de formations concernant le BTP et l'éco-construction
- développement de formations dédiées au champ de l'Economie Sociale et Solidaire (salariés, bénévoles, agents de collectivités).

> l'appui à la création d'activité

- développement de coopératives d'activité et d'emploi permettant de tester son projet grandeur réelle, tout en bénéficiant d'un cadre sécurisé
- accompagnement de projets d'utilité sociale.

> l'animation territoriale

- montage et coordination de projets
- centre de ressources
- développement de projets nouveaux (circuits courts financiers / alimentaires, services aux salariés et aux personnes...)

> la Recherche & Développement

- mise en place d'une ingénierie de développement dans le but de formaliser l'expérience acquise et l'expérimentation, en créant des espaces de médiation et de réflexion permanents sur les sujets liés à la coopération territoriale.

Le Pôle de Coopération a également pour objectif d'organiser des mutualisations entre les structures et les porteurs de projets impliqués, selon différents angles : mise en commun de fonctions, mise en commun de ressources (locaux, équipements), montage d'actions conjointes, veille partagée, observation du territoire, échanges de savoir-faire, de méthodes, de services.
Les structures qui intègrent le Pôle misent sur le renforcement mutuel et la transversalité des compétences pour leur développement, plutôt que d'envisager le travail de manière isolée et en concurrence avec les autres acteurs. Ainsi, le centre de formation sera mobilisé par les salariés des GEIQ pour effectuer des formations en alternance sur place, par les porteurs de projets de la couveuse d'activité bâtiment éco-construction pour tester de nouvelles techniques, pour compléter leur formation.

Le montage du PTCE Sud Aquitain a nécessité plusieurs années d'une ingénierie complexe, pendant lesquelles certaines structures ont évolué ou vu le jour pour prendre toute leur place dans les projets à venir. C'est le cas du centre de formation PERF qui s'est transformé en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) en 2012 ou de la SCIC Habitat Eco-action, coopérative d'activités et d'emplois dédiée au BTP et à l'éco-construction née en 2014.

PTCE
Pôles territoriaux
de coopération économique

Les Pôles Territoriaux de Coopération Economique

Après des années de travaux communs entre acteurs issus de tout le pays, et une première formalisation par le Labo de l'ESS (organisme national de réflexion et d'échange sur l'Economie Sociale et Solidaire, fondé par Claude Alphandery), la notion de Pôle Territorial de Coopération Economique a été inscrite dans la Loi du 31 juillet 2014, relative à l'Economie Sociale et Solidaire.
Elle les décrit comme « un regroupement, sur un territoire donné, d'initiatives, d'entreprises et de réseaux de l'économie sociale et solidaire associés à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation, qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable ».

Au-delà, les Pôles apparaissent avant tout comme des processus de coopération au long cours, prenant des identités et des formes variées selon leur terreau d'origine. La mise en lumière nationale permet de favoriser l'interconnaissance et les échanges entre Pôles, qui contribuent à enrichir notre action.

Certains Pôles existent depuis plusieurs années en France, mais ils connaissent un écho grandissant depuis 2011.

Le PTCE Sud Aquitaine a été sélectionné lors d'un appel à projets national mené par trois ministères (Ministère de la Ville, Ministère de l'égalité des territoires et du logement, Ministère chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation) avec 22 autres projets retenus sur 182 déposés. Il est ainsi soutenu financièrement pendant 3 ans par l'Etat.

Des axes de travail innovants

Le plan d'action pour les années à venir est construit autour d'axes structurants, en lien avec les attentes du territoire. Aux côtés des thématiques déjà investies par le CBE, d'autres émergent et vont faire l'objet de développements. Quelques exemples :

> une offre en matière d'éco-construction et plus largement d'éco-habitat, soit l'ensemble des solutions techniques pour réduire la pollution et la consommation d'énergies non renouvelables.
Ce sont les entreprises du BTP qui ont souligné une lacune en la matière sur le territoire Sud Aquitain, et se sont tournées vers le CBE pour voir se structurer une offre de qualification.
Après une étude concluante menée par le CBE, le Centre de formation PERF et le GEIQ BTP, de nouvelles formations vont voir le jour bénéficiant des possibilités du site du PTCE. De plus la SCIC Habitat Eco-action a été créée cette année pour accompagner les porteurs de projets d'activité dans ce domaine. Des bureaux sont également réservés dans les locaux du PTCE à des entreprises intervenant dans ce champ de l'éco-habitat. Elles joueront un rôle de conseil auprès des porteurs de projets et contribueront aux interventions de formation.

> la création d'une école régionale de l'ESS pour former les dirigeants salariés et les bénévoles et permettre à la culture de l'Economie Sociale et Solidaire de se diffuser plus encore, d'assurer la relève des responsables actuels…

> la mise en place d'un projet sur les circuits courts alimentaires pour mettre en relation directe les acheteurs et les producteurs locaux et limiter le nombre d'intermédiaires. Cette initiative concerne plus particulièrement la SCIC Eole, qui produit plus de 5 000 repas par jour et qui est intéressée pour bénéficier de produits locaux de qualité, à des prix attractifs. L'action sera menée avec le CPIE Seignanx Adour et les acteurs locaux (agriculteurs, regroupements de consommateurs…).

Des bâtiments
pensés comme supports à la coopération

Une logique de site

Un projet immobilier lié à la dynamique du Pôle de coopération a été lancé en 2012 afin de donner des moyens de fonctionnement aux structures locales en adéquation avec les enjeux et les projets à venir. Il est situé au cœur de l'Espace Technologique Jean Bertin dans une zone industrielle et portuaire qui compte plus de 3000 salariés sur 300 ha.
Il permet aux acteurs Sud Aquitain de l'ESS de disposer d'un lieu et de moyens à même de renforcer les missions de chacun et les projets collectifs qu'ils portent.
Le choix d'implanter le Pôle sur le site de l'Espace Technologique Jean Bertin permet d'instaurer des synergies avec les structures qui demeureront sur le Pôle des Services.

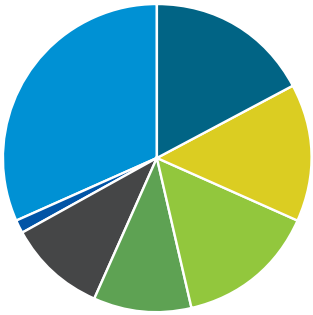
Le GEIQ BTP, la SCIC PERF et les entreprises impliquées en leur sein ont directement participé à la conception et à la construction du bâtiment.

Il réunit sur le site les acteurs suivants :
> **CBE du Seignanx**
Comité de Bassin d'emploi
développement économique et social
> **GEIQ BTP**
parcours d'insertion et de qualification professionnelle dans le secteur BTP
> **GEIQ INTERPRO**
parcours d'insertion et de qualification professionnelle – structure interprofessionnelle
> **SCIC PERF** - centre de formation territorial
> **SCIC HABITAT ECO-ACTION**
coopérative d'activités et d'emplois dans le bâtiment et l'éco-construction
> **Groupement d'Employeurs GENESE**
mise en à disposition de salariés en temps partagé aux entreprises adhérentes.
> **Aquitaine Active** – antenne – financement solidaire de projets créateurs d'emplois
> **URSCOP Aquitaine** – Union régionale des Sociétés coopératives (SCOP et SCIC)
> **Uniformation Sud Ouest** – collecte et financement de la formation professionnelle secteur économie sociale et solidaire.

Demain d'autres structures viendront rejoindre le bâtiment en lien avec les projets du Pôle.
Le site accueillera aussi différents publics : porteurs de projets en création d'activité dans la couveuse, salariés du GEIQ en formation en alternance, salariés et demandeurs d'emploi en formation…
Un centre de ressources, situé à l'accueil du bâtiment sera à disposition des porteurs de projets comme des structures de l'économie sociale et solidaire du Sud Aquitaine ou des citoyens désirant s'informer.

Au-delà de ces structures, physiquement implantées dans le bâtiment du Pôle d'autres acteurs sont associés :
> **SCIC EOLE** – restaurant inter-entreprise d'insertion et portage de repas
> **SCIC INTERSTICES**
coopérative d'activités et d'emplois
> le **Foyer des Jeunes Travailleurs** de Tarnos
> **Entreprise d'insertion ITEMS**
insertion professionnelle secteurs du BTP, des espaces verts et de la propreté
> **CPIE Seignanx et Adour**
formation et éducation à l'environnement
> **SCIC Pau Pyrénées**
coopérative d'activités et d'emplois
> **SCOP ALB** – accompagnement à la création d'entreprise et formation
> **Association ANDERRE NAHIA**
accompagnement de femmes porteuses de projets d'activité
> **HERRIKOA** – capital risque financement d'activité créatrices d'emploi.

Plan de financement



- Caisse des Dépôts pour le compte de l'État au titre du Programme d'Investissements d'Avenir (action Investir dans la formation par l'Alternance)
  1 180 309 euros
- Conseil Régional d'Aquitaine
  1 000 000 euros
- Conseil Général des landes
  1 000 000 euros
- Communauté de Communes du Seignanx
  700 000 euros
- Commune de Tarnos
  700 000 euros
- ADEME 104 296 euros
- Emprunt du CBE
  2 150 000 euros

Total : 6 834 605 euros

Clause d'insertion

Une clause a été intégrée au marché et a permis de réserver 7% des heures de main d'œuvre à des personnes peu ou pas qualifiées ayant des difficultés particulières pour s'insérer. Cette clause a été réalisée avec l'appui du GEIQ BTP qui a accompagné les personnes sur le plan socioprofessionnel mais aussi pour se former pendant le contrat.

Cette action a permis d'initier ou de compléter le parcours de formation en alternance de 13 personnes qui se sont formées sur différents corps de métiers ou en tant qu'ouvriers polyvalents, leur permettant de tester plusieurs corps de métiers pour se spécialiser par la suite.

Le choix de la sobriété

Le programme immobilier devait respecter un budget contraint et s'attacher à offrir un outil adapté aux attentes des acteurs et aux valeurs défendues par le Pôle.
Pour cela, il a été décidé de s'appuyer sur un bâtiment industriel ayant appartenu au bureau d'études et outilleur aéronautique CEMA (Société coopérative) avant d'être repris par ALEMA Industrie qui cessa son activité en 2010. Depuis cette date, une partie des locaux est utilisée par la SCOP SEFI tandis que plus de 3000 m² n'étaient plus occupés.

Le programme, confié à Marc Ballay Architectures, comporte ainsi de la réhabilitation d'ancien et de la construction neuve :
• un bâtiment d'atelier restructuré qui accueille le Centre de formation PERF et bénéficie d'une nef de grand volume pour l'activité bâtiment et éco-construction,
• un bâtiment de bureaux retravaillé et agrandi d'une construction neuve qui héberge le CBE et la plupart des autres structures.
Ces deux bâtiments sont reliés entre eux.
• un bâtiment neuf indépendant dédié aux 2 GEIQ.
Le travail des façades structurées par des éléments en bois et une peau métal donne une homogénéité à l'ensemble. Partout sont déclinés les partis pris de transparence, de relations entre les niveaux, d'accueil des personnes.
Une attention particulière a été accordée à l'installation en différents lieux des bâtiments d'espaces de rencontres informelles : terrasse, coin café, coursive… En effet, la mutualisation des espaces et des moyens devait transparaître dans la conception même des bâtiments.
La réutilisation de l'ancien et la réunion des différentes fonctions du Pôle autour d'un hall commun limitent l'étalement sur le site et préservent le foncier comme le paysage.
Eco-responsable le programme l'est aussi dans sa conception avec un éclairage naturel important, l'utilisation de matériaux nécessitant peu d'énergie à la fabrication (bois et béton, un confort sonore et hydrométrique…).
L'ensemble du projet est BBC et adopte un système de rafraichissement de l'air l'été peu énergivore. Le bâtiment abritant les GEIQ est quant à lui à énergie positive, créant plus d'énergie qu'il n'en consommera.

© ARthur Péquin

Marc Ballay Architectures - Bordeaux

Le cabinet est déjà l'auteur du Pôle de services Jean Bertin distant de quelques dizaines de mètres du PTCE. On retrouve à travers ces deux projet très différents dans la forme, le même attachement de Marc Ballay à la sobriété des effets, aux formes simples et immédiatement lisibles, à une architecture qui est d'abord au service des usages et qui sait prendre en compte les contraintes d'un site. Les bâtiments sont imaginés et construits de manière durable en s'adaptant aux éléments naturels du lieu : l'ensoleillement, les intempéries...
Le projet du PTCE s'est construit dans une relation collaborative entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour chemin faisant envisager les meilleures solutions.

Contacts Presses

Jean-Luc MAURIN - agence O tempora
Tél : 06 67 32 37 90 - Email : jeanluc.maurin@otempora.com

Marie PAILHES-DAUPHIN - agence O tempora
Tél : 05 56 81 01 11 - Email : marie.pdauphin@otempora.com

Stéphane MONTUZET – Directeur du CBE du Seignanx
Tél : 05 59 64 44 54 – Email : cbe@cbe-seignanx.com

ANNEXE
Fiches de présentation des structures présentes sur le site du PTCE

Centre de Formation Territorial SCIC PERF

Date de création : 1982, transformation en SCIC en 2012
Statut : Société Coopérative d'Intérêt Collectif
Rayonnement géographique : Pyrénées-Atlantiques et Landes

Le Centre de formation PERF (Pôle Etude Recherche Formation) a été fondé par l'association du Foyer des Jeunes Travailleurs de Tarnos, pour répondre dans un premier temps aux besoins de formation des jeunes face à la crise économique et au chômage. Ses domaines d'intervention s'articulent autour de l'insertion sociale et professionnelle et de la qualification dans le secteur tertiaire Administratif. Le PERF s'est ensuite rapidement développé pour s'ouvrir au public adulte et au secteur tertiaire Commercial.

Acteur engagé pour une gouvernance partenariale et locale, la SCIC PERF initie des modalités pédagogiques innovantes, en particulier dans la prise en compte des réalités professionnelles en entreprise dans une approche de co-définition des contenus et des méthodes et d'animation pédagogique partagée.

La SCIC PERF se positionne aujourd'hui comme un des piliers du PTCE avec une offre de formation étendue au BTP et à l'éco-habitat, domaines particulièrement porteurs pour les entreprises locales. Ce développement a pu s'opérer grâce aux possibilités qu'offrent les nouveaux locaux (2500 m2) , et notamment la création d'un grand atelier de 1200 m2 qui constitue un outil de travail adapté à la qualité des formations dispensées.

Parallèlement aux offres de formation dans le secteur tertiaire administratif et commercial, la SCIC PERF va donc proposer des actions de formation concernant :
- le secteur du Bâtiment : alternance, formation continue, période de professionnalisation, DIF
- le domaine de l'Eco-construction : alternance, formation continue, formation transversale (coordination chantier, qualité, fonction bureau d'étude…)
- les activités de Sécurité, Habilitation, Certification…
- l'approche environnementale, la performance énergétique, la performance écologique…

Toutes les formations s'adressent à des publics salariés, en contrat d'alternance, en reconversion, et aux demandeurs d'emploi stagiaires de la formation professionnelle …

Dans le cadre de la dynamique du Pôle de Coopération, la SCIC PERF prévoit d'étendre son activité à près de 110 000 heures de formation dispensées pour une chiffre d'affaires annuel de 1 200 000 euros, et prévoit d'accueillir plus de 1 000 stagiaires par an.
PERF est par ailleurs adhérent à l'UROFA, tête de réseau des organismes de formation relevant de l'ESS.

Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif ont été créées par la Loi de 2001

Elles sont fondées sur les règles coopératives : répartition du pouvoir sur la base du principe 1 personne = 1 voix, implication de tous les associés dans la vie de l'entreprise et les principales décisions de gestion, maintien des résultats dans l'entreprise sous forme de réserves impartageables.

Elles produisent des biens ou services qui répondent aux besoins collectifs d'un territoire.

Elles introduisent en France la notion de multi-sociétariat en associant à leur pilotage les salariés, les utilisateurs ou clients, des entreprises et associations, des collectivités, des bénévoles.

Chiffres-clés

- **Chiffre d'affaires : 420 000 euros**
- **Sociétaires : 13 entreprises, 7 acteurs locaux, 6 salariés**
- **Stagiaires accueillis : + de 500 / an**
- **Près de 60 000 heures de formation dispensées**

GEIQ – Groupement d'Employeur pour l'Insertion et la Qualification

Dispositif créé en 1997 au service d'un collectif d'entreprises solidaires, un GEIQ a pour mission d'assurer l'organisation de parcours d'insertion professionnelle, au profit de personnes en difficulté face à l'emploi, avec pour objectif de déboucher sur un emploi stable.

Cet « outil » apparaît à même de répondre à une double problématique :

- **l'insertion de public en difficulté par l'accession à une qualification sur des métiers porteurs,** via l'alternance et le temps partagé.
- la participation des entreprises locales en **difficulté de recrutement** à l'effort de **formation et d'insertion** pour l'**obtention d'une main d'œuvre qualifiée** via le tutorat.

Plus précisément, il permet au demandeur d'emploi une insertion professionnelle basée sur :

- l'obtention d'une qualification par l'alternance, adaptée aux besoins des entreprises
- l'enrichissement des compétences par des mises en situation réelles de travail dans des entreprises différentes
- un triple tutorat (entreprise, GEIQ, organisme de formation)
- un accompagnement social.

S'appuyant sur le concept du travail à temps partagé, le GEIQ organise des parcours d'alternance où ses salariés sont mis à disposition des entreprises adhérentes au groupement et entreprennent des parcours de formation individualisés par le biais des contrats en alternance. Chaque salarié bénéficie d'un accompagnement socio-professionnel individualisé : suivi professionnel sur chantier et en centre de formation, et accompagnement social (logement, mobilité, budget, santé, etc.) permettent de régler les difficultés éventuellement rencontrées par les salariés et garantissent la réussite de leurs parcours.

Les types de contrats mis en œuvre concernent un public demandeur d'emploi et majeur :

- Contrat de Professionnalisation Jeunes
- Contrat de Professionnalisation Adultes

Si les salariés bénéficient ainsi de sécurité en termes d'emploi et de revenus puisque le GEIQ est leur unique employeur, les entreprises utilisatrices, quant à elles, sont déchargées de toute contrainte administrative et embauchent en fonction de leurs besoins, que ce soit sur des missions à temps partiel ou de courte durée.

La responsabilisation des entreprises, également administratrices au sein du GEIQ, permet de le définir comme un dispositif d'entreprises qui se mobilisent pour l'insertion. Cette mobilisation est à même de garantir une réelle insertion des demandeurs d'emploi concernés, au plus près des réalités économiques.

Le GEIQ BTP Landes et Côte Basque et le GEIQ INTERPRO Sud Aquitaine font partie des premiers sociétaires à la création de la SCIC PERF, preuve de l'engagement des entreprises locales et départementales concernant les enjeux en matière d'emploi, de formation et de développement économique social territorial.

GEIQ BTP

Date de création : novembre 2000
Statut : Association loi 1901
Rayonnement géographique : Landes et Côte Basque
Siège social : Tarnos - un établissement secondaire à Mont-de-Marsan

Développé par le CBE du Seignanx, le GEIQ BTP a été créé dans le but de dynamiser l'emploi dans les métiers du bâtiment et des travaux publics.
Le GEIQ BTP travaille en partenariat avec plus d'une dizaine de centres de formation, comme la Fédération Compagnonnique, le GRETA Landes océanes et Pays basque, la SCIC PERF, l'AFPA, ou encore des CFA et centres privés, dont certains sont hors départements d'intervention (Charente Maritime, Toulouse, Rodez...).
Les formations proposées sont diplômantes ou qualifiantes et vont du CAP à la licence. Les critères de recrutement sont la vocation pour ces métiers et un vrai projet d'avenir.

Chiffres-clés

- **Chiffre d'affaires 2013 : 1,8 million d'euros**
- **8 salariés permanents, 143 en contrats de professionnalisation, soit 74 ETP (Equivalent Temps Plein)**
- **104 entreprises adhérentes**
- **13 chefs d'entreprise membres bénévoles du Conseil d'administration**
- **Nombre d'heures de mise à disposition : 8 6076 h**
- **Nombre d'heures de formation : 26 546 h**
- **Taux d'obtention de qualification : 90 %**
- **Taux d'insertion dans l'emploi après la formation : 80 %**

www.geiqbtp-lcb.fr

GEIQ INTERPRO Sud Aquitaine

Date de création : janvier 2011
Statut : Association loi 1901
Rayonnement géographique : Landes et Pyrénées-Atlantiques
Siège social : Tarnos – une antenne ouverte à Pau spécialisée Industrie

Fort de l'expérience préalable des 14 dernières années du GEIQ BTP et face à une demande croissante de main d'œuvre dans d'autres secteurs d'activité, le CBE du Seignanx, le CRCE GEIQ (Comité Régional de Coordination et d'Evaluation des GEIQ) et le GEIQ BTP Landes et Côte Basque ont créé le GEIQ INTERPRO Sud Aquitaine dans le but de renforcer l'offre d'insertion professionnelle en temps partagé.

Le GEIQ Interprofessionnel Sud Aquitaine intervient sur l'ensemble des métiers :
- **de l'industrie** (Chaudronnerie, Polisseur/Soudeur, Technicien de Maintenance, Electromécanicien, Magasinier/Cariste, Technicien Automatisme, Dessinateur Industriel, Agent de Fabrication, ...)
- **du commerce – services - tertiaire** (Vente Ameublement, Vente Articles Sports, Animation Qualité Sécurité Environnement, Chargé des Ressources Humaines, Comptabilité, Assistant de Direction, Serveur en Brasserie Café...)
- **connexes au bâtiment** (Maçonnerie élément Préfabrication Béton, Peinture, Canalisation...)

La mise en place de ce GEIQ Interprofessionnel permet de toucher un public plus âgé et plus féminin, notamment dans les secteurs tertiaire et commercial.

Chiffres-clés

- **Chiffre d'affaires 2013 : 465 816 euros**
- **3 salariés permanents, 38 contrats de professionnalisation, soit 20 ETP (Equivalent Temps Plein)**
- **37 entreprises adhérentes**
- **7 chefs d'entreprises membres bénévoles du Conseil d'administration**
- **Nombre d'heures de mise à disposition : 21 774 h**
- **Nombre d'heures de formation : 5 570 h**
- **Âge moyen des salariés : 28 ans**
- **Taux d'obtention de qualification : 71 %**
- **Taux d'insertion dans l'emploi après la formation : 83 %**

www.geiqinterpro-sudaquitaine.fr

Groupement d'Employeurs GENESE

Groupement d'Employeurs pour de Nouveaux Emplois et Services aux Entreprises

Date de création : juin 2006
Statut : association loi 1901
Rayonnement géographique : Sud Landes et Pays Basque

Créé en 2006, le Groupement d'Employeurs est une forme juridique d'organisation du travail en temps partagé, visant à répondre aux besoins d'emploi à temps partiel ou saisonniers des entreprises, tout en contribuant à la lutte contre la précarité de l'emploi. Il réunit plusieurs entreprises sous forme associative.

Le Groupement d'Employeurs multisectoriel GENESE a été créé à l'initiative du CBE de Seignanx afin de répondre aux intérêts croisés des entreprises et des salariés en produisant des effets positifs sur les bassins d'emploi et le tissu économique et social local.

Il permet à une pluralité d'employeurs présents sur le bassin d'emploi de s'associer pour partager durablement du personnel tout en luttant contre l'exclusion. Le salarié accède ainsi à un contrat de travail unique et pérenne tout en partageant son temps de travail entre plusieurs entreprises adhérentes au Groupement, bénéficiant parallèlement de formations continues afin de développer ses compétences tout au long de son parcours.

Le Groupement d'Employeurs GENESE s'inscrit dans un réseau partenarial local en participant à des actions communes de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences notamment.

Concrètement, l'action du Groupe d'Employeurs GENESE peut se traduire par :
• la mutualisation d'une Comptable entre trois entreprises adhérentes sur des besoins à temps partiels
• le partage d'un Agent de Manutention Qualifié entre deux entreprises sur des besoins saisonniers

Chiffres-clés 2013

• 2 salariés permanents et plus d'une centaine de salariés mis à disposition des entreprises utilisatrices
• Plus de 120 entreprises adhérentes depuis la création de GENESE

www.ge-genese.fr

SCIC Habitat Éco-Action

Date de création : 2014
Statut : Société Coopérative d'Intérêt Collectif
Rayonnement géographique : région Aquitaine

Créée avec le soutien du CBE du Seignanx, la SCIC Habitat Éco-Action est une coopérative d'activité et d'emploi (CAE) regroupant des porteurs de projets spécialisés dans le bâtiment.
La CAE Habitat Eco-Action a pour vocation de répondre à 4 objectifs:
• Permettre la pérennisation des entreprises par l'acquisition de compétences entrepreneuriales
• Favoriser l'insertion de demandeurs d'emploi ayant un projet de création d'entreprise dans le bâtiment
• Favoriser le développement sur le territoire d'une offre en matière d'éco-construction
• Mettre en place les conditions favorisant le travail collectif (mutualisations et collaborations).

L'objectif de la SCIC Habitat Éco-Action est d'accompagner pour une durée de trois ans maximum une vingtaine de porteurs de projet à la fin de l'année, et une quarantaine d'ici trois ans. Au démarrage de leur activité, les entrepreneurs se concentrent sur la prospection et la gestion de leurs chantiers, tandis que la SCIC prend en charge l'accompagnement administratif, la gestion de la comptabilité, fournit le numéro SIRET et met à disposition ses locaux.

Afin de rendre les porteurs de projet autonomes dans la gestion de leur activité, la CAE assure un accompagnement :
> individuel, sous forme d'un suivi personnalisé du développement de l'activité,
> collectif dans le but de favoriser les coopérations entre salariés, sous forme d'atelier de formation sur les thématiques de la gestion d'entreprise (comptabilité, communication, commercial...) et d'ateliers professionnels pour la mise en place d'actions collectives (réponse commune à un appel d'offre, participation à un salon professionnel...)

La SCIC Habitat Eco-Action s'adresse à tout « professionnel du bâtiment », que ce soit dans les professions de l'ingénierie ou de la mise en œuvre, qui exerce son activité dans le sud des Landes ou les Pyrénées Atlantiques.
Les métiers pratiqués peuvent être par exemple :
• Gros œuvre : Maçon, charpentier, couvreur, tailleur de pierres, zingueur...
• Second œuvre : peintre, décorateur, plombier, menuisier, électricien, chauffagiste, plâtrier, poseur, carreleur,...
• Ingénierie : architecte d'intérieur, maîtrise d'œuvre, bureau d'études, dessinateur,...

Juridiquement, les porteurs de projet testent leur activité sous le numéro SIRET de la CAE et leur chiffre d'affaires leur est reversé sous forme de salaire. Au terme de la phase de test, les entrepreneurs peuvent poursuivre le développement de leur activité au sein de la coopérative en devenant salarié en CDI.
Ils peuvent à tout moment devenir sociétaires, participant ainsi aux décisions et à la gouvernance de la SCIC.

Au sein du nouveau Pôle de coopération, les mutualisations de matériels, de documentations et de savoir-faire avec le centre de formation PERF via sa spécialisation en éco-habitat enrichiront les deux structures.

URSCOP Aquitaine

Union Régionale des Sociétés Coopératives et Participatives Aquitaine

Date de création : 1982
Statut : Association loi 1901
Siège social : Tarnos – une antenne à Bordeaux
Rayonnement géographique : région Aquitaine
Adhérents : 134 SCOP et SCIC, réunissant 1 900 coopérateurs salariés

L'Union régionale des Scop Aquitaine regroupe les sociétés coopératives et participatives des 5 départements de la région. Ces sociétés peuvent être des entreprises à statut Scop (Société coopérative de production) ou à statut Scic (Société coopérative d'intérêt collectif). Soumises à l'impératif de profitabilité comme toute entreprise, elles bénéficient d'une gouvernance démocratique et d'une répartition des résultats prioritairement affectée à la pérennité des emplois et du projet d'entreprise. L'association, puissant service d'aide à la création et au développement, compte à son actif 134 entreprises coopératives qui emploient près de 1 900 salariés.

L'URSCOP Aquitaine poursuit 3 objectifs :

- **représenter les Scop** auprès des collectivités locales et territoriales, de l'Etat, de l'Union Européenne et, plus généralement, auprès de l'ensemble des partenaires économiques et sociaux
- **promouvoir et développer le Mouvement Coopératif**, en travaillant sur l'élaboration de stratégies qui guident les grandes orientations du mouvement coopératif en Aquitaine, pour ainsi favoriser sa promotion
- **accompagner la création et le développement des entreprises coopératives**, et favoriser la connaissance mutuelle des coopératives, l'échange d'expériences et la naissance de partenariats.

L'Union régionale s'appuie, pour la réalisation de son objet social, sur un ensemble de compétences:

- **Compétence syndicale**
  - pour toutes les actions régionales de représentation, de communication et d'animation du réseau
  - pour la mise en oeuvre des actions syndicales communes, sous la responsabilité de la Confédération Générale des Scop
  - pour favoriser la création de nouvelles sociétés
  - pour répondre aux demandes des adhérents et membres

- **Compétence de service aux adhérents**
  - sous forme mutualisée de services de proximité
  - sous forme de conseils et de prestations de services (gestion, organisation, financement, formation ...)

- **Compétence de développement**
  - pour l'appui aux projets de développement des adhérents
  - pour l'appui à la création de nouvelles coopératives

L'Union régionale des Scop Aquitaine tisse depuis des années des partenariats avec les acteurs du développement économique et social sur son territoire. C'est aussi avec leur concours que le mouvement prend de l'ampleur.

Chiffres-clés

Région Aquitaine
- **+ 52% de Scop entre 2003 et 2011**
- **Chiffre d'affaires généré en 2011 : plus de 165 millions d'euros**

www.scop-aquitaine.coop

Aquitaine Active (Antenne)

Date de création : octobre 2003
Statut : association loi 1901
Rayonnement géographique : région Aquitaine
Siège : Bordeaux

Aquitaine Active, membre du réseau France Active, est un acteur historique de la finance solidaire, défendant l'égalité d'accès pour tous aux services bancaires de qualité. Le réseau France Active a développé de nombreux outils et partenariats permettant de collecter l'épargne nationalement et localement dans le but de la redistribuer dans des entreprises solidaires et dans l'économie locale des territoires.

Aquitaine Active a été créée à l'initiative d'acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, de partenaires bancaires et de partenaires institutionnels.

L'association soutient celles et ceux qui souhaitent créer et entreprendre. Par ses actions et partenariats de proximité, elle contribue à l'attractivité et au développement économique et social des territoires en Aquitaine.
Les entreprises soutenues sont issues du monde de l'économie sociale et solidaire, mais également d'entreprises individuelles créées par des personnes éloignées du monde du travail, dont la volonté est de trouver une véritable place dans la société, en créant leur propre emploi.

Deux outils financiers sont aujourd'hui opérationnels sur le territoire aquitain :
> un outil de garantie
> un outil de renforcement de fonds propre (avance remboursable)
Dans un but de transparence, plus de 60 personnes bénévoles, représentant différentes professions, sont membres du comité d'engagement et de sélection de projets d'Aquitaine Active, qui accueille les porteurs de projets, statue sur le financement demandé et participe à l'accompagnement du projet.

Chiffres-clés

En 10 ans :

- **plus 850 projets soutenus**
- **plus 4 500 emplois créés ou consolidés**
- **plus de 6 millions d'euros d'aides accordées sur des ressources de la finance solidaire**
- **plus de 22 millions d'euros de financement bancaire**

www.aquitaineactive.org

OPCA UNIFORMATION
Agence sud Aquitaine – dep. 40/64

Date de création : 1972
Statut : OPCA, OPCAIF, OCTA.
Délégation interrégionale : Bordeaux
Rayonnement géographique de la délégation interrégionale : Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine
Rayonnement géographique de l'agence de Tarnos : sud Aquitaine (dep. 40/64)

Créé en 1972, en conséquence de la Loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 (portant sur l'organisation de la formation professionnelle continue – appelée loi Delors), Uniformation est l'Organisme Collecteur chargé d'accompagner globalement ses branches contribuables dans leur développement. Pour ce faire, Uniformation collecte les contributions légales permettant de concevoir, financer et réaliser des actions de formation professionnelle pour les structures (OPCA) et salariés (OPACIF) de 3 secteurs professionnels : Protection sociale, habitat social, économie sociale.

A ce titre, Uniformation Sud Ouest assure plusieurs missions :
- **rôle de conseil et d'accompagnement** auprès de ses adhérents dans la conception et la mise en œuvre de tous leurs projets de formation
- **accompagnement des politiques d'emploi et de formation en région** ; portage des projets de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sectorielle ou territoriale, dans le but d'anticiper et adapter les compétences des salariés aux besoins du marché
- **montage ou portage de projets territoriaux** (actions collectives et demandes individuelles) cofinancés, coordonnant l'intervention des organisations professionnelles, des financeurs, des organismes de formation et des institutionnels impliqués dans la formation professionnelle
- **collecte de l'ensemble des contributions légales** liées à la formation professionnelle continue et de la taxe d'apprentissage (OCTA) de ses adhérents ; gestion de tous les dispositifs de financement des actions de formation
- **financement de la formation professionnelle** au service des branches professionnelles et de ses adhérents.

Uniformation soutient par son action les principes fondamentaux qui rassemblent les acteurs de l'Economie sociale : la solidarité, la gestion démocratique, la finalité non lucrative, l'utilité sociale, le bénévolat.

Chiffres-clés 2013

Au niveau national
- **3 secteurs professionnels : Protection sociale, habitat social, économie sociale**
- **21 branches professionnelles adhérentes**
- **49 000 adhérents, représentant plus d'1 million de salariés**
- **plus de 24 millions d'heures de formation financées**

Au niveau régional
- **Plus de 2 600 structures contribuables**

ANNEXE
Fiches de présentation des structures basées sur d'autres sites

SCIC Éole
- Date de création : 2005
- Siège social : Tarnos
- Rayonnement géographique : Sud Landes et Pays Basque
- Sociétaires : 60 dont 3 collectivités et 45 entreprises
- Mission / Activité : restaurant inter-entreprises d'insertion

SCIC Interstices
- Date de création : 2002
- Siège social : Tarnos
- Rayonnement géographique : Sud Landes et Pays Basque
- Sociétaires : 30 dont 2 collectivités et 10 entreprises
- Mission / Activité : coopérative d'activités et d'emplois - accompagnement à la création d'activités et entrepreneuriat collectif

Entreprise d'insertion ITEMS
- Date de création : 1998
- Siège social : Tarnos
- Rayonnement géographique : Landes et Pyrénées-Atlantiques
- Sociétaire : association du Foyer des Jeunes Travailleurs de Tarnos
- Mission / Activité : insertion professionnelle dans les secteurs second œuvre du BTP, des espaces verts et de la propreté

CPIE Seignanx Adour
- Date de création : 1990
- Siège social : Saint-Martin de Seignanx
- Rayonnement géographique : Seignanx et Sud Landes
- Sociétaires : 40
- Mission / Activité : formation et éducation à l'environnement - accompagnement des territoires dans leurs démarches de développement durable – expertise naturaliste

SCIC Pau Pyrénées
- Date de création : 2013
- Siège social : Pau
- Rayonnement géographique : Agglomération de Pau
- Sociétaires : 23 dont 1 collectivité (Communauté d'agglomération de Pau) et 3 entreprises
- Mission / Activité : coopérative d'activités et d'emplois – accompagnement à la création et entrepreneuriat collectif

SCOP ALB
- Date de création : 1996
- Siège social : Anglet
- Rayonnement géographique : Pyrénées-Atlantiques et Sud Landes
- Sociétaires : 7 associés coopérateurs
- Mission / Activité : création d'entreprises et formation

Association ANDERRE NAHIA
- Date de création : 2002
- Siège social : Espelette
- Rayonnement géographique : Pyrénées-Atlantiques
- 120 adhérentes
- Mission / Activité : accompagnement des femmes créatrices d'entreprises et plus généralement porteuses de projets économiques

HERRIKOA
- Date de création : 1980
- Siège social : Anglet
- Rayonnement géographique : Nord Pays Basque
- 4 534 actionnaires
- Mission / Activité : mobilisation de l'épargne populaire et interventions en fonds propres dans les entreprises dans le but de soutenir l'emploi

Foyer des Jeunes Travailleurs de Tarnos
- Date de création : 1972
- Siège social : Tarnos (40)
- Rayonnement géographique : Seignanx
- Adhérents : 240
- Mission / Activité : hébergement et accès à l'autonomie des jeunes

Pôle Territorial de Coopération
Economique Sud Aquitaine

Dossier de presse

Contacts Presses

Jean-Luc MAURIN - agence O tempora
Tél : 06 67 32 37 90 - Email : jeanluc.maurin@otempora.com

Marie PAILHES-DAUPHIN - agence O tempora
Tél : 05 56 81 01 11 - Email : marie.pdauphin@otempora.com

Stéphane MONTUZET – Directeur du CBE du Seignanx
Tél : 05 59 64 44 54 – Email : cbe@cbe-seignanx.com

tempora • www.otempora.com

Projet réalisé avec le concours financier du Programme d'Investissements d'Avenir